

Dérive sécuritaire annoncée au Brésil

Benoît Décary-Secours

Number 800, January–February 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89646ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Décary-Secours, B. (2019). Dérive sécuritaire annoncée au Brésil. *Relations*, (800), 10–11.

y est aussi l'un des plus élevés au Canada. Blâmer les coûts soi-disant élevés du bilinguisme officiel pour expliquer la dette ou se plaindre des exigences linguistiques lorsqu'un anglophone perd son emploi (même si le taux de chômage est plus élevé chez les francophones) sont des arguments faciles que certaines voix populistes se gênent de moins en moins pour évoquer.

Malheureusement, alors que la province aurait plus besoin que jamais de se rallier derrière une vision commune et respectueuse de ses deux communautés linguistiques, tout semble indiquer qu'elle passera les prochaines années à se diviser davantage. ☹

* <astheure.com>

Prix de l'AMéCO

La remise des prix d'excellence de l'Association des médias catholiques et œcuméniques (AMéCO) avait lieu à Québec le 26 octobre dernier. Notre collaborateur Frédéric Barriault a remporté un prix pour son article « Des sources chrétiennes aux luttes sociales », paru dans notre dossier consacré à la mémoire des luttes, en juin dernier. L'émission Foi et turbulences, à laquelle participe régulièrement Frédéric de même que notre rédacteur en chef Jean-Claude Ravet, a aussi été récompensée pour une émission diffusée en septembre dernier à laquelle participaient également Louis Rousseau et Suzanne Loiselle, deux proches collaborateurs de *Relations*. Elle est produite par le Centre culturel chrétien de Montréal et diffusée sur les ondes de Radio VM. Félicitations aux lauréats!

DÉRIVE SÉCURITAIRE ANNONCÉE AU BRÉSIL

L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro était prévisible dans ce pays où foisonnent les discours qui légitiment la violence policière et naturalisent les inégalités sociales.

Benoît Décarý-Secours

L'auteur a fait une thèse de doctorat sur la violence politique au Brésil et est chercheur postdoctoral au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS)

Le 1^{er} janvier dernier, le nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro du Parti social-libéral, est officiellement entré en fonction. Si sa proximité avec l'extrême-droite est largement discutée, l'origine de la révolution fascisante qu'il met de l'avant est toutefois moins bien comprise. Celle-ci ne surgit pas du néant et ne peut être assimilée à la simple émergence mimétique d'un « Trump tropical ». En effet, depuis la transition démocratique des années 1980 au Brésil, un fort rejet de la notion de droits humains s'est instillé au cœur même des institutions démocratiques et des organes de répression.

Après 21 ans de dictature militaire (1964-1985), le processus du retour à la norme démocratique s'est fait sans le peuple au Brésil. Un pacte entre les élites a préservé l'impunité des responsables de violations des droits humains et des inégalités sociales aiguës qui structurent la société brésilienne. La promulgation d'une loi d'amnistie, le 28 août 1979, a interdit que puissent être poursuivis et condamnés les responsables des crimes commis par l'État militaire. À cela s'ajoute l'incapacité de la démocratie brésilienne de s'attaquer de manière radicale aux divisions sociales héritées de l'esclavage.

Ainsi, pour comprendre une des raisons de la chute du président Lula da Silva et l'attrait qu'exerce Bolsonaro, il faut savoir que le discours sécuritaire assimilant la promotion des droits humains à une « protection des bandits » et la violence policière à une force salvatrice contre les maux de la nation est présent depuis longtemps au Brésil. Dès le début de la transition démocratique, le gouverneur de São Paulo, Franco Montoro, était critiqué par l'ancien pouvoir dictatorial pour sa « philosophie vantant les “droits humains” [...] au profit du marginal, lui donnant le “droit” de voler, de tuer et de violer en se promenant armé¹ ». Vingt-trois ans plus tard, cette même accusation a été adressée au gouvernement de Lula du Parti des travailleurs, au pouvoir de 2003 à 2011. Par exemple, à la suite d'une série d'attaques contre la police attribuée au crime organisé en mai 2006, le gouverneur de l'État de São Paulo de l'époque, Geraldo Alckmin, osait soutenir que le véritable responsable de ces atta-

LE PRÉCURSEUR
 VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920
 PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

10\$ PAR AN
 ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org



Manifestation des «femmes contre Bolsonaro» avant l'élection présidentielle au Brésil. Photo: Flickr/Lu Sudré

ques était Lula, le défenseur des droits humains qui, de ce fait, se trouvait rangé du côté des criminels et des ennemis de la police au Brésil.

En 2017, Amnistie internationale dénombrait 58 assassinats contre des défenseurs des droits humains dans le pays. Le 14 mars 2018, la nouvelle de l'assassinat de Marielle Franco à Rio de Janeiro a fait le tour du monde, parce qu'elle était non seulement la voix des favelas et une militante pour la défense des droits humains, mais une élue municipale du Parti socialisme et liberté. Selon le procureur du ministère public fédéral, José Maria Panoeiro, les principaux suspects dans l'enquête sont des policiers formant un «groupe d'extermination». Pas de quoi empêcher l'actuel gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Wilson Witzel (Parti social-chrétien), de célébrer cet assassinat lors d'un rassemblement électoral. Ce dernier propose de rétablir l'ordre en comptant sur les services de tireurs d'élite postés dans la ville, pouvant abattre les criminels qui se cacheraient dans les favelas.

La désignation de la favela comme menace sécuritaire et espace peuplé de délinquants potentiels est l'un des principaux éléments ayant structuré le discours sécuritaire qui a émergé au Brésil au lendemain de la démocratisation. Fortement teintée par la guerre antisubversive de l'époque militaire, la doctrine de sécurité nationale qui persiste au sein des milieux policiers réoriente «l'ennemi interne» du dissident politique vers le délinquant. Dans une société forgée dans

l'esclavagisme, l'une des plus inégalitaires au monde, cette guerre aux délinquants et à leurs supposés alliés –les défenseurs des droits humains– est porteuse d'un fort potentiel de déshumanisation des groupes marginalisés. Plusieurs signes l'attestent. En 2015, une commission publique d'enquête sur l'assassinat de jeunes a dénoncé un génocide de la population noire au Brésil. En 2017, trois fois plus de Noirs que de Blancs ont été victimes des homicides commis par la police. En cam-

pagne électorale, Bolsonaro affirmait sans ambages que les «[afrodescendants] ne font rien [et] que même pour procréer ils ne servent plus».

Le projet démocratique ne pourra survivre au Brésil sans rompre avec cette légitimation de la violence policière et cette naturalisation des inégalités sociales. 📌

1. «Impunidade é um estímulo», *Folha de São Paulo*, 11 septembre 1983 (traduction libre).

Pour un nouveau concile... paritaire

La Conférence catholique des baptisé-e-s francophones, un mouvement basé en France qui milite pour une Église ouverte et inclusive, a lancé en novembre dernier une pétition internationale demandant au pape François la tenue d'un concile paritaire femmes-hommes, laïques et clercs. Alors que la crédibilité de l'Église est en lambeaux avec l'accumulation massive de révélations d'abus sexuels commis par des prêtres, les initiateurs de la pétition croient qu'un tel concile, remettant radicalement en question le cléricalisme, enverrait un signal fort en faveur d'un profond renouvellement de l'Église. Ils prennent ainsi le pape au mot, lui qui, dans la foulée des scandales touchant les prêtres pédophiles en Pennsylvanie, a signé en août dernier une «lettre au peuple de Dieu» dans laquelle il demandait l'aide de tous les baptisés pour combattre «toute forme de cléricalisme», une des principales sources du mal qui ronge l'institution. Pour signer la pétition: <conciledesbaptises.wesign.it>.

AMENDES IMPAYÉES

Québec met fin à l'emprisonnement

La Ville de Québec n'emprisonnera plus les personnes itinérantes ou souffrant de problèmes de santé mentale qui n'arrivent pas à payer leurs contraventions reçues dans le cadre du règlement sur la paix et la sécurité. C'est ce qu'a annoncé le maire Régis Labeaume, le 7 novembre dernier. Québec emboîte ainsi le pas à Montréal, qui a adopté un moratoire sur cette pratique dès 2004. Le cas récent de Valérie Brière semble avoir été un point tournant: en mai 2018, la jeune mère monoparentale a été condamnée par la cour municipale de Québec à 101 jours de prison pour des contraventions impayées totalisant 2100 \$ reçues lorsqu'elle était itinérante, entre 2001 et 2006. Pour les groupes de défense des droits de la personne, le moratoire annoncé par Québec est un premier pas dans la bonne direction, mais la bataille n'est pas terminée pour autant. La fin de l'emprisonnement pour amendes impayées est réclamée pour l'ensemble du Québec, de même que la mise sur pied de véritables programmes de déjudiciarisation des personnes itinérantes.